

## “Turquie hors de Syrie ” le parlement syrien exige le départ de l’armée turque



«Le parlement syrien exige le départ des troupes turques sans aucune condition préalable», a déclaré M.Al-Sabbagh, président du parlement syrien .

Selon lui, l'armée turque a envahi la province d'[Idlib](#) et «porte atteinte à la souveraineté syrienne».

«Le parlement syrien condamne les actions de la Turquie. Nous les considérons comme une menace pour la sécurité de nos citoyens et une violation du droit international», a conclu M.Al-Sabbagh.

C'est la première réaction officielle de la Syrie à la nouvelle opération militaire lancée jeudi par l'armée turque contre les terroristes du Front al-Nosra dans la province d'Idlib.

Cette opération avait été annoncée le 7 octobre dernier par le Président turc Recep Tayyip Erdogan et des forces spéciales turques et 30 véhicules blindés ont été déployés.

Mais Damas réclamait le «départ immédiat» des troupes turques de la province d'Idlib.

La Russie, la Turquie et l'Iran se sont mis d'accord ,début mai, à Astana, au

Kazakhstan, pour quatre zones de désescalade sur le territoire syrien.

Trois zones de désescalade existent en Syrie: une au nord de Homs, la deuxième à la Ghouta orientale (près de Damas), la troisième à la frontière entre la Syrie et la Jordanie. La quatrième zone doit voir le jour dans le nord d'Idlib.

La province d'Idlib est principalement sous contrôle du groupe djihadiste [Hayat Tahrir al-Cham](#), composé du Front al-Nosra l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda. Hayat Tahrir al-Cham n'est pas dans l'accord sur la zone de désescalade dans la province d'Idlib.

D'après les militaires turcs, dans la province d'Idlib ils respecteront le cessez-le-feu, garantiront l'acheminement d'aide humanitaire et le retour des réfugiés dans cette région. L'armée turque a installé des postes d'observation dans la région le 12 octobre dernier.

Les relations entre les gouvernements syrien et turc sont mauvaises depuis 2011, à cause du soutien turc à l'opposition syrienne. Entre août 2016 et mars 2017, l'opération Bouclier de l'Euphrate dans le nord de la Syrie, a été menée par l'armée turque sans l'accord de la Syrie. Damas considère qu'il y a violation de sa souveraineté.

sources : réunion de l'Assemblée de l'[Union interparlementaire \(UIP\)](#), l'agence syrienne SANA